

**DOCUMENT APPROUVÉ
AU C.A. DU**

03 MARS 2020

Article 1 :

Conformément à l'article L 713-1 du Code l'éducation et en application de la délibération n° 2015-56 du 8 décembre 2015 du conseil d'administration de l'université, le département de Lettres, Langues et Sciences Humaines est une composante de l'Université de la Polynésie française.

Article 2 :

Le département est administré par une assemblée générale et dirigé par un·e directeur·trice élu·e par l'assemblée générale.

CHAPITRE I

L'assemblée générale du département

A. – Composition

Article 3 :

L'assemblée générale du département comprend :

- ✓ Les enseignant·e·s-chercheur·se·s et les enseignant·e·s titulaires rattachés au secteur de formation Lettres, Langues et Sciences Humaines,
- ✓ Les enseignant·e·s-chercheur·se·s et les enseignant·e·s effectuant plus de la moitié de leur service dans le département et, éventuellement les attaché·e·s temporaires d'enseignement et de recherche (ATER) affecté·e·s au département et, selon l'objet, les contractuel·elle·s et effectuant plus de 96 H éq. TD, de toutes les disciplines composant le département,
- ✓ Les enseignant·e·s-chercheur·se·s et les enseignant·e·s de l'ESPE effectuant au moins un tiers de leur service au sein du département,
- ✓ Deux représentant·e·s des étudiant·e·s élu·e·s à la CFVU dans le domaine LLSH.

Le cas échéant, les personnels ingénieurs, administratifs, techniques, ouvrier·ère·s et de service, peuvent être invité·e·s par le/la directeur·trice de département en fonction de l'ordre du jour, sans voix délibérative.

Le/La directeur·trice dresse la liste des membres à chaque rentrée, et la met à jour autant que de besoin.

B. – Fonctionnement

Article 4 :

L'assemblée générale du département se réunit au moins une fois par semestre à l'initiative du/de la directeur·trice du département. Une réunion est de droit à la demande, assortie d'un ordre du jour, d'un tiers de ses membres ou du/de la président·e de l'université.

La présence ou la représentation d'un tiers de ses membres en exercice est exigée pour obtenir le quorum. En l'absence de quorum, une nouvelle convocation est adressée dans les deux jours en vue d'une réunion dans les meilleurs délais. Lors de cette nouvelle réunion, les votes sont valables quel que soit le nombre de présents.

Les procurations sont prises en compte dans le quorum.

Nul·le ne peut être détenteur·trice de plus de deux procurations.

Les décisions sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés. En cas de partage des voix, le/la directeur·trice a voix prépondérante.

Les séances ne sont pas publiques.

Un compte-rendu de séance est établi dans les quinze jours par le/la directeur·trice du département après avoir sollicité les observations des membres présents de l'assemblée générale. Il est adressé sans délai au/à la président·e de l'université, aux membres du département et au/à la secrétaire des départements.

Article 5 :

L'assemblée générale peut se réunir en formation restreinte aux enseignant·e·s-chercheur·se·s ou restreinte aux enseignant·e·s-chercheur·se·s et enseignant·e·s titulaires en exercice, en fonction de l'ordre du jour sur convocation du/de la directeur·trice du département.

Article 6 :

L'assemblée générale en formation restreinte aux enseignant·e·s-chercheur·se·s se prononce sur les demandes de création ou d'évolution de postes de maître de conférence, de professeur·e des Universités et d'ATER, après avis des équipes pédagogiques concernées réunies dans la même configuration et recueilli par le REP.

Article 7 :

L'assemblée générale en formation plénière est habilitée à se prononcer sur les demandes de création ou d'évolution de postes de PRAG/PRCE et de contractuel·elle·s au sein du département.

C. – Attributions

Article 8 :

L'assemblée générale du département entretient avec le/la président·e de l'université un dialogue de gestion (art. L 713-1 Code de l'éducation) ; à cet effet, elle est associée :

- ✓ à la préparation et à la mise en œuvre du contrat pluriannuel d'établissement (art. 8 des statuts de l'UPF), y compris concernant l'adossement à la recherche ;
- ✓ à l'élaboration des objectifs du département et à la fixation des moyens qui lui sont alloués.

Elle approuve et fait évoluer son règlement intérieur.

Elle désigne son/sa représentant·e au Conseil de la documentation.

L'assemblée générale émet un avis sur la liste des besoins en missions d'enseignement.

CHAPITRE II

L'exécutif du département

A. – Le/La directeur·trice

Article 9 :

Le/La directeur·trice du département est un·e enseignant·e-chercheur·se titulaire ou un·e enseignant·e titulaire du département.

Le/La directeur·trice peut sur certains sujets non sensibles organiser un vote électronique par mail ou sur une plateforme dédiée. Le membre du département peut choisir de répondre de façon publique ou privée, le/la directeur·trice de département collecte et communique les résultats du vote dans les 8 jours après la clôture du vote. Un tiers des membres du département peut demander à repousser le vote à une assemblée générale ou assemblée générale restreinte s'il·elle·s estiment le sujet sensible.

Il/Elle est élu·e par les membres de l'assemblée générale du département au scrutin majoritaire à deux tours. Si aucun·e des candidat·e·s n'obtient la majorité absolue au premier tour, il est procédé à un second tour avec les deux candidat·e·s arrivé·e·s en tête. Son mandat est de 2 années, renouvelable une fois. La présence ou la représentation de 50% des membres en exercice, procurations incluses, est exigée pour la validité de l'élection. En l'absence de quorum, une nouvelle convocation est adressée dans les deux jours en vue d'une réunion pour un nouveau scrutin dans les meilleurs délais. Lors de cette réunion, le scrutin est valable quel que soit le nombre de présent·e·s.

Article 10 :

Les missions et responsabilités du/de la directeur·trice de département sont décrites dans le REH (délibération de la dernière CFVU précédant l'année universitaire en cours)

Il/Elle rend compte de son action à l'assemblée générale du département.

Article 11 :

Le/La directeur·trice peut réunir un groupe de travail pour préparer les travaux de l'assemblée générale en fonction de l'ordre du jour.

Il/Elle peut bénéficier d'une décharge partielle de service visant à lui accorder le temps nécessaire à l'administration du département (délibération du dernier CA précédant l'année universitaire en cours).

Article 12 :

Les fonctions du/de la directeur·trice prennent fin à l'issue de son mandat. Elles prennent fin également par démission, départ à la retraite, empêchement définitif dûment constaté.

B. – Le/La directeur·trice-adjoint·e**Article 13 :**

Le/La directeur·trice propose à l'assemblée générale la désignation, à la majorité absolue des suffrages exprimés, d'un·e enseignant·e-chercheur·euse titulaire ou d'un·e enseignant·e titulaire du département au poste de directeur·trice-adjoint·e.

Article 14 :

Les missions et responsabilités du/de la directeur·trice-adjoint·e sont décrites dans le REH (délibération de la dernière la CFVU précédant l'année universitaire en cours).

Les fonctions de directeur·trice-adjoint·e prennent fin de droit à l'issue du mandat du/de la directeur·trice. Ses fonctions prennent également fin par démission, départ à la retraite, empêchement définitif dûment constaté.

CHAPITRE III**Les responsabilités pédagogiques****Article 15 :**

Les responsabilités pédagogiques inscrites au REH font l'objet d'une répartition annuelle et nominative, votée par l'assemblée générale en prévision de la rentrée universitaire suivante. Les

missions et responsabilités sont décrites dans le REH (délibération de la dernière la CFVU précédant l'année universitaire en cours).

Article 16 :

L'attribution d'une responsabilité pédagogique ne peut être imposée contre la volonté de la personne concernée.

Article 17 :

Dans la mesure des capacités des équipes pédagogiques, il est préférable d'éviter le cumul individuel de responsabilités pédagogiques.

Article 18 :

L'assemblée générale du département procède à la désignation nominative des responsables qui sont associés à son bon fonctionnement.

Le/La directeur·trice du département informe la Présidence de ces désignations.

A. – Le/La directeur·trice des études

Article 19 :

En application de la loi n° 2018-166 du 8 mars 2018 relative à l'orientation et à la réussite des étudiants, le directeur propose à l'assemblée générale la désignation, à la majorité absolue des suffrages exprimés, d'un·e enseignant·e-chercheur·se titulaire ou d'un·e enseignant·e titulaire au poste de directeur·trice des études pour chaque parcours adapté nécessaire à la réussite des étudiant·e·s.

En application de l'arrêté licence du 30 juillet 2018 relatif à la réussite des étudiant·e·s en licence, le/la directeur·trice propose à l'assemblée générale la désignation, à la majorité absolue des suffrages exprimés, d'un·e enseignant·e-chercheur·se titulaire ou d'un·e enseignant·e titulaire au poste de directeur·trice des études des L1 pour chaque filière.

Article 20 :

Les missions et responsabilités du/de la directeur·trice des études sont décrites dans le REH (délibération de la dernière CFVU précédant l'année universitaire en cours).

B. – Le/La responsable d'équipe pédagogique

Article 21 :

Le/La directeur·trice propose à l'assemblée générale la désignation, à la majorité absolue des suffrages exprimés, d'un·e enseignant·e-chercheur·se titulaire ou d'un·e enseignant·e titulaire au poste de responsable d'équipe pédagogique pour chaque formation (licence, master). Les professeur·e·s

d'université ont la responsabilité principale de la coordination des équipes pédagogiques (art. L 952-3 Code de l'éducation).

Article 22 :

Les missions et responsabilités du/de la responsable d'équipe pédagogique (REP) sont décrites dans le REH (délibération de la dernière CFVU précédant l'année universitaire en cours).

C. – Le/La responsable pédagogique en L2, L3 et master

Article 23 :

Le/La directeur·trice propose à l'assemblée générale la désignation, à la majorité absolue des suffrages exprimés, d'un·e enseignant·e-chercheur·se titulaire ou d'un·e enseignant·e titulaire au poste de responsable pédagogique pour chaque année de formation (licence, master).

Article 24 :

Les missions et responsabilités du/de la responsable pédagogique (RP) d'une année de formation (L2, L3, M1, M2) sont décrites dans le REH (délibération de la dernière CFVU précédant l'année universitaire en cours).

D. – Le/La coordonnateur·trice de discipline hors filières

Article 25 :

Le/La directeur·trice propose à l'assemblée générale la désignation, à la majorité absolue des suffrages exprimés, d'un·e enseignant·e-chercheur·se titulaire ou d'un·e enseignant·e titulaire aux postes de coordonnateurs de discipline hors filière.

Article 26 :

Les missions et responsabilités du/de la coordonnateur·trice de discipline hors filière sont décrites au REH (délibération de la dernière CFVU précédant l'année universitaire en cours).